



PENSIONS AUGMENTER LE POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITÉS

Les retraité-e-s de la Fonction publique subissent le même sort que l'ensemble des retraité-e-s du pays, dans un contexte difficile. Pourtant, afin de préparer de nouvelles baisses des pensions, le gouvernement ne manque pas d'affirmer que les retraité-e-s ont un niveau de vie supérieur à la moyenne des Français-es, sous-entendant ainsi que cette baisse ne serait qu'une mesure de justice et de solidarité vis-à-vis des jeunes. Un tel raisonnement est inacceptable !

Si le montant moyen des pensions nettes se situe à 1 540 € en 2018, beaucoup de retraité-e-s ne disposent que d'une très faible pension, majoritairement des femmes. Le gouvernement martèle que le patrimoine des retraité-e-s est plus élevé que celui des plus jeunes, mais il est très inégalement réparti. Les retraité-e-s les plus pauvres sont souvent ceux qui doivent encore payer un loyer et supporter le coût d'une mutuelle complémentaire représentant 10 % de leur pension, quand ils n'y renoncent pas !

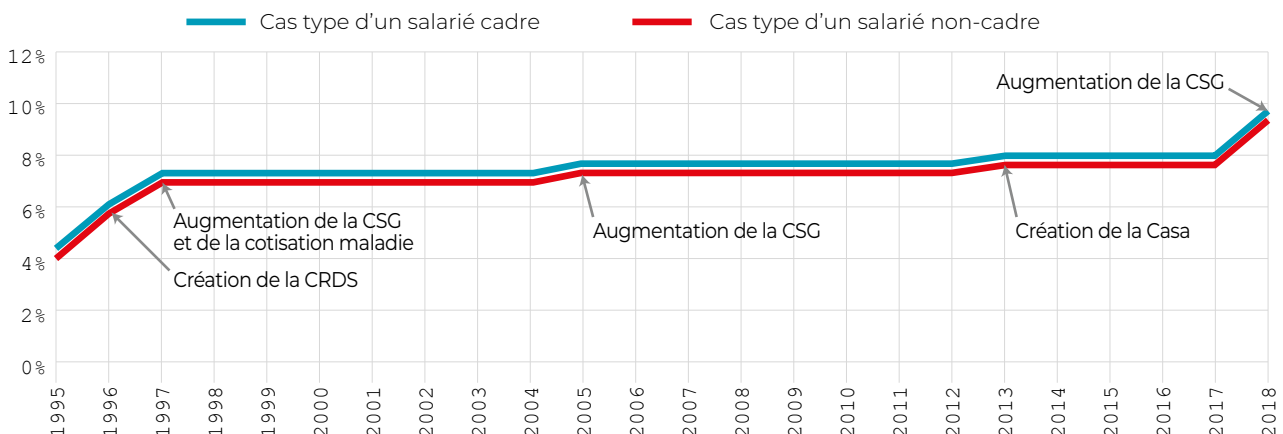
Les pensions de retraite des fonctionnaires sont faibles car les agents territoriaux et hospitaliers, relevant du régime de la CNRACL, ont en 2019 une pension nette moyenne tous régimes confondus de 1 440 €, inférieure donc à la

moyenne des pensionné-e-s français-e-s. Les retraité-e-s civils de l'État, perçoivent une pension moyenne tous régimes confondus de 2 050 €. Cela n'est pas élevé si nous relevons que 60 % d'entre eux sont de catégorie A (cadres). Dans l'ensemble du monde du travail, les cadres représentent 20 % des salarié-e-s.

DES REVALORISATIONS ET DES PRÉLÈVEMENTS QUI BAISSENT LES PENSIONS

Les prélèvements sociaux sur les retraites sont passés de 4 % en 1995 à près de 10 % en 2018 (voir le graphique ci-dessous). La CSG a ainsi brutalement augmenté de

Évolution du taux de prélèvements sociaux sur les pensions de retraites
(au 31 décembre de chaque année)



1,7 % depuis 2018 sur les pensions. Il a fallu de fortes mobilisations que cette augmentation ne soit appliquée qu'au-dessus d'un certain seuil. Cela dit, cette augmentation touche la moitié des retraité·e·s.

Avec la hausse de la CSG combinée au gel des pensions cette année-là, le pouvoir d'achat des retraité·e·s en 2018 a reculé de 2,6 %. D'autres mesures prises en 2014 ont diminué aussi leur pouvoir d'achat telles que la suppression de la ½ part fiscale des veufs et veuves et la fiscalisation de la majoration de 10 % pour le 3e enfant. Les retraité·e·s sont maltraité·e·s depuis plusieurs mandatures !

Le pouvoir d'achat des pensionné·e·s de la Fonction publique ayant 66 ans en 2018 est inférieur de 10 % en comparaison de celui des fonctionnaires ayant eu 66 ans en 2004. Cette baisse est toute aussi vraie pour les hommes que pour les femmes.

C'est l'effet de la baisse des salaires de la Fonction publique par rapport à l'inflation. Celle-ci est liée au décrochage du point d'indice avant 2010, puis du quasi-gel du point d'indice depuis 2010 (+ 1,2 % cumulé en 11 ans). La retraite des fonctionnaires étant calculée sur l'indice détenu pendant les 6 derniers mois, les revalorisations de grille ont limité la baisse des salaires et ainsi des pensions pour de nombreux agents, mais elles n'ont pas permis de rattraper l'inflation.

Certains agents proches de la retraite ont subi une baisse de leur pension due à l'allongement des carrières, s'ils ne prolongeaient pas leur activité.

Par rapport à l'inflation, la perte du niveau des pensions des fonctionnaires est de 10 % depuis 2010, mais par rapport à l'évolution des salaires du privé elle est d'au moins 20 %. Depuis plus de 20 ans la croissance de l'économie du pays n'est plus du tout répercutée sur les salaires des fonctionnaires, alors que la Fonction publique contribue pourtant pleinement au progrès économique.

QUE VEUT LA CGT ?

Le niveau des pensions doit être indexé sur la moyenne des salaires. Nous exigeons la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires et le rattrapage des pertes subies.

Nous demandons le retour à la péréquation salaires/retraites, qui permet l'évolution des pensions à chaque revalorisation des carrières des actif·ve·s.

Nous réclamons le financement de la santé et de la perte d'autonomie à 100% par la Sécurité Sociale
Nous revendiquons la suppression immédiate la hausse de la CSG pour les retraité·e·s, puis la suppression totale de la CSG.

La CGT a évalué le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat des retraité·e·s à 300 € pour l'année 2021.

Sept organisations, dont la CGT, demandent à travers une pétition une augmentation immédiate des pensions mensuelles pour tous les retraité·e·s de 100 € tout de suite comme étape pour obtenir les 300 euros ensuite.

LA CGT FONCTION PUBLIQUE REFUSE TOUTE NOUVELLE DÉGRADATION DU POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITÉ·E·S DE LA FONCTION PUBLIQUE ET EXIGE :

- **UNE AUGMENTATION IMMÉDIATE DES PENSIONS DE 10% (AU MOINS 100 EUROS POUR CEUX ET CELLES QUI PERÇOIVENT LE MINIMUM VIEILLESSE) ;**
- **DES MESURES ANNUELLES D'AUGMENTATION DES PENSIONS**
- **L'INTÉGRATION DE L'ENSEMBLE DES PRIMES DANS LE CALCUL DES PENSIONS.**
- **UN NIVEAU DE PENSION MINIMUM D'AU MOINS 1 800 EUROS.**